

En couverture : Jour de rentrée à l'école, pause pipi, Paris, 1^{er} octobre 1949 (© AFP).

YANKEL FIJALKOW

RÉCITS DE LA VILLE MALADE **ESSAI DE SOCIOLOGIE URBAINE**

Quartiers populaires, quartiers gentrifiés, îlots insalubres, mal des grands ensembles, taudis, ghettos, métropolisation... Cet essai, issu d'enquêtes de terrain, interroge l'éternel récit de la « ville malade » qui conduit l'action politique à dialoguer avec les sciences sociales. Approches chronologique et thématique s'y croisent.

L'hygiénisme a engendré un nouvel ordre urbain et une forme d'intervention fondée sur la spatialisation des faits sociaux et sanitaires, par classement en immeubles, îlots et quartiers insalubres. La notion de territorialité dangereuse a nourri la pensée, les formes et l'histoire de l'urbanisme. Elle continue de le faire aujourd'hui.

Comment, au cours des XIX^e et XX^e siècles, les « mouvements modernes » ont-ils alimenté le débat sur le sens des lieux, entre rationalisation et romantisation ? Comment les sciences sociales et les acteurs urbains s'accordent-ils avec les usages contemporains de la notion de ville malade ? D'où vient le sentiment de culpabilité à l'égard de la gentrification et de l'ère anthropocène, hostiles au « peuple » et à la « nature » ?

La discussion conduit Yankel Fijalkow à revisiter, en contrepoint, l'état actuel des petites villes, dont certaines, appauvries, sont perçues comme des territoires menaçants parce que délaissés par la métropolisation. Le dernier chapitre esquisse l'étude des nouveaux récits sur la ville malade provoqués par la pandémie en cours.

Yankel Fijalkow sociologue et urbaniste, chercheur au Centre de recherche sur l'habitat (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement – CNRS), professeur à l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris Val-de-Seine, chaire « Le logement demain ».

Il a publié à titre individuel : *Sociologie des villes* (La Découverte, 2017), *Sociologie du logement* (La Découverte, 2015), *La construction des îlots insalubres, Paris 1850-1945* (l'Harmattan, 1998).

Chez Créaphis il a notamment contribué au livre de Hortense Soichet *Intérieurs. Logements à la Goutte-d'Or* (Créaphis, 2011).



RÉSUMÉ DU LIVRE

Avec la crise sanitaire, la question de la santé revient sur la scène de l'urbanisme. Alors que des citoyens épuisés par des mois de confinement déménagent en périphérie des métropoles, les élus des grandes villes multiplient les initiatives écologiques, sans doute pour les retenir. Des promoteurs, des bailleurs sociaux et des architectes réfléchissent à d'autres modes d'habitat.

Pourquoi cet éternel recommencement, des discours proposant chaque fois de répondre à une « crise » supposée de la ville ? Au cours de la longue histoire urbaine, que de discours, d'articles, de rapports et d'enquêtes sur les quartiers insalubres, le mal des grands ensembles, les quartiers gentrifiés et les petites villes. Que de recours à l'argument sanitaire pour justifier, à chaque modernité nouvelle, la folie de détruire et la redécouverte du patrimoine et la recherche d'espaces préservés. Ce livre présente trois récits de la ville malade : les îlots insalubres parisiens au début du ^{xx}^e siècle, la critique du progrès dans les années 1970, la peur de la perte de l'authenticité dans les années 2000.



« AU COMMENCEMENT : L'HYGIÉNISME ET LES ÎLOTS INSALUBRES »

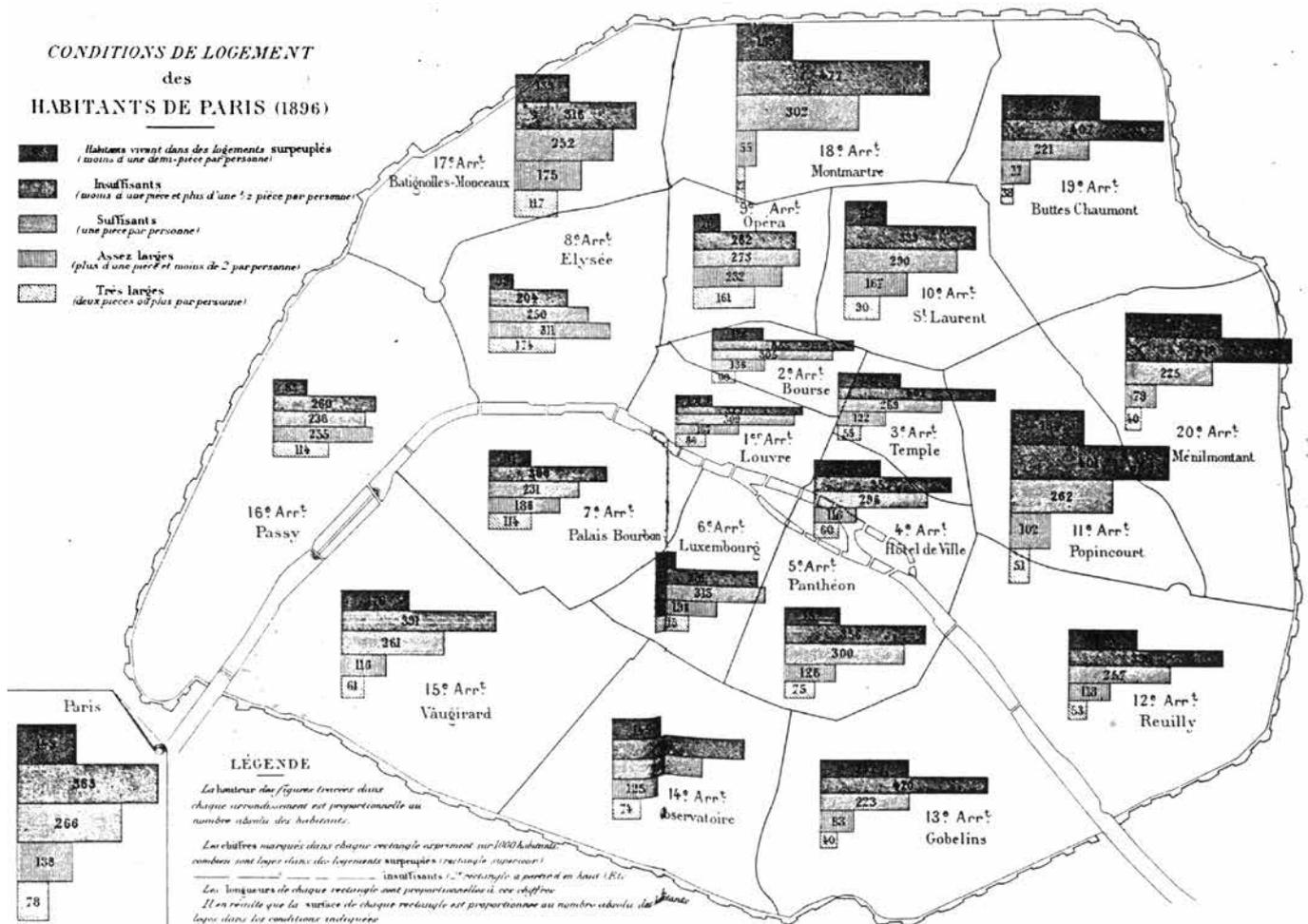
Dans l'esprit de nos contemporains, l'hygiénisme renvoie à l'obsession de la propreté et de l'ordre, à des espaces vides et nets, libérés de la confusion de la vie sociale. Mais ce courant de pensée, fondamental pour la pensée urbaine, a aussi contribué à réduire la mortalité humaine. Au début du ^{xx}^e siècle, la découverte, dite scientifique, d'îlots insalubres à assainir fut un tournant fondamental de l'urbanisme : le « traitement » spatial. Le cheminement intellectuel conduisant à cette rencontre de la science et de l'action a emprunté autant à l'émergence de la démographie qu'à celle de l'imaginaire urbain à l'égard des espaces de la pauvreté.

De la notion de milieu nocif pour la santé publique à la spatialisation des maux sociaux, l'hygiénisme a introduit une méthodologie de l'enquête, précurseur des outils des sciences sociales. S'il a permis la première mesure statistique et cartographique du surpeuplement des logements, et une réflexion sur l'habitabilité – ce que démontre l'ouvrage à l'appui de nombreuses archives –, il fut aussi un outil de stigmatisation des quartiers pauvres et d'immigration qualifiés d'« îlots insalubres ». Le souci de la santé de la population « considérée en masse » fut un argument de l'urbanisme radical détruisant après-guerre des îlots entiers.

▲ « Retour de classe dans la zone », article de Jean-Paul Fargue « Mort de la zone », *L'illustration*, 25 février 1941, n° 5111 (coll. part). Avant-guerre, la « zone » autour de Paris constituait un autre territoire dangereux.



▲ Rue des Nonnains-d'Hyères, anonyme, juin 1942, tirée de P. F. Roy, *Paris Marais* 43, Créaphis, 2015.



▲ *Annuaire statistique de la ville de Paris*, 1896, résultats du recensement de population par Jacques Bertillon. Cette carte représente pour la première fois en France une statistique des conditions de logement à Paris. Les diagrammes représentent un gradient des situations (de « très large » à « surpeuplé ») et sont proportionnels au nombre d'habitants dans l'arrondissement.



▲ Sarcelles (Val-d'Oise) (© D. R.)

« NOSTALGIES SOCIOLOGIQUES ET RENOUVELLEMENT TECHNOCRATIQUE »

Les années 1970 ont sonné le gong de la fin de la « sarcellite », la légendaire maladie des grands ensembles qui conduisit à leur interdiction en 1973 (circulaire Guichard). Certes, des sociologues, des psycho-sociologues et des médecins, bien inscrits dans le courant hygiéniste d'avant-guerre, participèrent à ce pugilat, qui dénonçait le gigantisme conduisant à l'alcoolisme, à la délinquance et à la dépression. Mais d'autres chercheurs, comme le philosophe Henri Lefebvre, ont préféré développer une critique de la modernité, une réhabilitation du populaire et du quartier. Pourtant, le « droit à la ville » fut dévoyé par la technocratie, mobilisant le romantisme nostalgique de l'urbanité pour redonner vigueur au mythe du quartier-village et à ses vieilles pierres réhabilitées, supposées fidèles à leurs racines populaires. Or, la commercialité des rues piétonnes et des espaces publics contemporains ne fait que singer l'urbanité regrettée par les sociologues.

La politique de la ville, initiée à la fin des années 1970, relève le même constat de la mise à l'écart des sciences sociales. La parenté entre les îlots insalubres et la sectorisation de la politique de la ville saute aux yeux : une géographie prioritaire désignant des quartiers et, à travers eux, des populations pauvres. Le traitement spatial de l'exclusion dont se réclame la politique de la ville vise leur concentration, leur extraterritorialité, les « zones de non-droit », considérées comme un

handicap pour la ville et l'ensemble des citoyens. Ce récit ne différencie guère les tenants de la politique de la ville de leurs lointains ancêtres hygiénistes. Comme à l'époque hygiéniste, il s'agit de traiter les populations « en masse ».

La politique de la ville était un imaginaire, accouché des nostalgies sociologiques des années de la modernisation de la France : le rêve d'une nouvelle démocratie urbaine, de l'appropriation collective de l'espace et de la fin de l'aliénation. Mais la rationalisation bureaucratique a pris le pas sur l'utopie, à coups de comparaison de moyennes, d'indicateurs de pauvreté ou, plus finement, de raisonnements statistiques en termes d'avantages comparatifs. La mobilisation des services publics, l'accessibilité à pied aux équipements, les résultats scolaires, les conditions de logement, les nouveaux conseils citoyens, l'activité des services déconcentrés des ministères... la « quantophrénie » des rapports officiels s'étale à longueur de pages en évitant soigneusement les sujets qui mériteraient aussi d'être étudiés dans ces quartiers (comme ailleurs) : le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, les violences à l'égard des femmes, etc. Il n'est guère question de ville et d'urbanité dans ces rapports ennuyeux.

Entre rationalisation et romantisation, les nostalgies sociologiques ont donc accompagné, voire permis le renouvellement des mythes technocratiques de la ville à guérir.



▲ « Flumet (Savoie) – Vue générale.
 » Carte postale envoyée le 17 janvier 1934 (coll. part.).

« URBANITÉS COUPABLES ET PERTE DE L'AUTHENTICITÉ »

Les « gentrificateurs » et les « précaires énergétiques » sont deux figures repoussoir exemplaires des récits de l'urbanité coupable, l'un au nom de la préservation des territoires populaires, l'autre pour sauver les processus vivants qui rendent la planète habitable par les populations humaines et non humaines.

La culpabilisation apparaît comme un élément essentiel du récit contemporain sur la ville malade mobilisé par les politiques urbaines, plutôt incitatives qu'autoritaires. Elle atteint les populations ségréguées suspectées de former des « ghettos », les couches moyennes obligées d'habiter les quartiers populaires, les habitants qui ne disposent pas d'un logement vertueux, les précaires suspectés d'être dépensiers en énergie, sans oublier les habitants du grand périurbain obligés de s'éloigner des centres-villes et coupables de gaspiller de l'essence en frais de transport.

La recherche à tout prix de l'authenticité est le moteur de cette culpabilisation aussi bien présente dans les vieux quartiers gentrifiés, mais respectueux de « la diversité », que dans les écoquartiers hantés par le souci de l'harmonie avec « la nature ». L'émergence des petites villes à l'agenda des politiques urbaines va dans le même sens. L'image du village perdu consiste en un vieux clocher, quelques bâtiments ruraux regroupés et entourés de champs. Ils constituent la référence d'un urbanisme « à taille humaine », plus ouvert à la

sociabilité et à l'échange. Que ce village soit menacé de déclin, que ses maisons se vident et se détériorent, que ses populations se précarisent, vieillissent et disparaissent au profit d'un mélange hétéroclite de situations urbaines, cela inquiète. Cette France dite des marges s'exprimerait par des mouvements sociaux comme les Gilets jaunes. Les récits conduisent le gouvernement à développer des politiques de reconquête des cœurs de ville, s'opposant aux métropoles, trop choyées. Ce retour d'intérêt pour le centre des villes moyennes et petites supposées en « crise » réactive l'image archétypale de la « France profonde » qui s'oppose depuis longtemps à l'urbanisation et à l'image de la construction de barres, de tours et de pavillons, ceinturés d'autoroutes. Le récit, qui se réfère implicitement à une idée proto-nationaliste de « l'identité française », est démenti par l'analyse concrète des territoires périurbains et de leurs populations. Mais l'imaginaire de la ville moyenne, du village, voire du vieux quartier, avec ses populations « autochtones » et son territoire à l'écart de l'économie, pèse lourdement. Certains récits alimentent des représentations hostiles à la ville et à l'urbanité des métropoles et affirment, comme les couches moyennes et supérieures urbaines des beaux quartiers, des valeurs « d'authenticité ». Au nom de celle-ci, tout semble opposer les « urbains mondialisés », les « élites » et le « peuple », dûment mythifiés.



▲ L'épidémie de choléra à Paris, avril 1832 (© Tallandier/Bridgeman Images).

LA PANDÉMIE DE COVID-19 OU LA FIN DE L'HYGIÉNISME

Le retour de l'hygiénisme a été dénoncé par de nombreux auteurs craignant une réémergence d'une magistrature médicale et morale : un État fort, imposant des normes sociales sous couvert de sauvegarde sanitaire. Mais l'injonction au lavage des mains et aux précautions quotidiennes ne suffit pas à qualifier la politique actuelle d'hygiéniste. Certes, après plus d'un siècle d'éclipse, les spécialistes de santé publique reviennent au premier plan de l'information, en l'occurrence sur les plateaux de télévision. Pourtant, au contraire de leurs ancêtres hygiénistes (Octave Du Mesnil, Louis René Villermé, Jacques Bertillon...), ils ignorent tout des groupes et des individus assignés à résidence. Les sciences sociales sont absentes des discussions. Beaucoup ne veulent rien savoir des logements surpeuplés, des immeubles collectifs sans espaces communs, des sans domicile fixe, des personnes âgées isolées, des jeunes adultes bloqués par la crise du logement, des colocations forcées par le marché et des cohabitations de « télétravailleurs » au bord de l'explosion. Figure fondatrice de l'hygiénisme, le médecin Louis René Villermé, qui dressait le portrait des conditions de vie des populations laborieuses pour expliquer la diffusion du choléra, aurait été bien surpris de

l'obsession du corps malade sans égard pour l'hygiène mentale des milliers de ménages, entassés dans leurs appartements. De même, contre toute raison sanitaire, les parcs publics et les jardins ouvriers, créés jadis au nom même de l'hygiène, furent fermés lors du premier confinement. La stratégie de confinement a radicalement tourné le dos aux méthodes du ^{xx}e siècle fondées sur l'investissement public dans les hôpitaux, les dispensaires et autres structures de soin et de prévention. Elle a rappelé les méthodes, abandonnées depuis 1861, de quarantaine, lazaret et autres restrictions à la circulation. Étions-nous revenus en 1832, lorsque le choléra se répandait à Paris et suscitait le besoin de construire des barrières contre l'ennemi ?

Aujourd'hui, comme au temps de la tuberculose, l'ennemi, à nouveau intérieur, peut aussi bien venir de toute la planète que du voisin de palier. Aussi, lorsqu'à l'issue de longues semaines d'isolement, les pouvoirs publics ont progressivement autorisé le droit à l'espace public, les marchés, les bars, les cinémas et les piscines ont peu à peu ouvert leurs portes, une politique de l'espace s'est fait jour.

Le traçage individuel accompagné de tests dessine un paradigme émergent dans lequel protection de masse et prise en compte des particularités individuelles vont de pair. Faute d'investissement préventif, un autre régime de santé publique, fondé sur le principe de la responsabilité du risque des individus, s'applique. Les gouvernements, ayant mobilisé des stratégies de confinement sévère, ont évolué vers un libéralisme qui se borne à recommander aux plus fragiles de se protéger particulièrement, sans se soucier de leurs difficultés individuelles. Ainsi, le principe de la solidarité face à la dissémination du virus ne vaut plus que pour les annonces publiques. Néanmoins, si certaines populations ont pu et peuvent pour se protéger limiter leurs relations de face-à-face et faire respecter leurs « distances sociales », conformément aux recommandations gouvernementales, d'autres, qui n'ont pas ce pouvoir, se trouvent, de fait, ségréguées. Le passeport vaccinal ne fera qu'augmenter la distance entre ceux qui pourront voyager, grâce au télétravail et à la régulation des contacts physiques au strict nécessaire, et les autres entassés, pour vivre et travailler, dans des modes de transport infectés.

Ces éléments, qui montrent une transformation radicale de l'espace public, sont plus intéressants que la dénonciation aveugle d'un hygiénisme qui n'existe plus. Les hygiénistes ont, dès le début du XIX^e siècle, dénoncé les mécanismes ségréguatifs dans la ville, agglomérant la misère des populations à qui étaient offertes les pires conditions de vie. Ils ont appuyé une politique d'équipement des villes, d'assainissement, ainsi que la construction de services publics de santé. En proposant une santé publique « à la carte », fondée sur le traçage et la limitation des mobilités individuelles, les pouvoirs publics font reposer la responsabilité des pandémies sur les personnes plutôt que sur le déficit d'équipement dont ils ont la charge. Les réformes sociales voulues par les hygiénistes sont bien loin. Chacun devient responsable et acteur de sa propre sécurité, de sa santé et de ceux qui l'entourent. À ce titre, la désignation des territoires et des populations à risque (les « clusters ») qui connaît une nouvelle vigueur, comme il est usuel en période d'épidémie, montre que les récits de la ville malade n'ont finalement guère changé.



▲ « L'amour au temps du coronavirus », œuvre de l'artiste C215 terminée en mars 2020 dans une rue d'Ivry-sur-Seine (photo Pierre Gaudin).

SORTIR DU RÉCIT DE LA VILLE MALADE

La notion de territoire malade fait partie de l'héritage et de l'actualité du raisonnement urbanistique. Comme l'ont montré en leur temps les hygiénistes, pionniers de la rationalisation institutionnelle de l'intervention urbaine, il s'agit de « traiter » un territoire donné. Des espaces deviennent l'objet de processus décrits par un récit négatif, chargé d'émotions. Comme celle du territoire sain, la recherche de l'authenticité est toujours marquée du sceau de la culpabilité. Les responsables des villes ne devraient-ils pas abandonner le rêve de la ville saine et lissée qui échoue le plus souvent à une ville-décor totalitaire et ségréguée ? D'autres conceptions de la santé publique ne devraient-elles pas permettre de penser la ville autrement ?

SOMMAIRE DU LIVRE

Un récit répétitif

Chapitre 1

Au commencement : l'hygiénisme et les îlots « insalubres »

- Face aux épidémies, assurer la santé des masses
- Traiter les maux sociaux par des opérations sur l'espace
- Méthodologisation du monde
- Récits, émotions et erreurs écologiques
- L'hygiénisme et le « traitement » de l'espace urbain

Chapitre 2

L'urbanisme et la territorialité dangereuse

- La pensée territoriale, origines et méthodes
- La rationalisation de la notion de confort du logement
- Violence anonyme des projets et réduction de la pensée territoriale
- Du territoire à l'espace public, le script des habitants perdure

Chapitre 3

Nostalgies sociologiques et renouvellement des mythes technocratiques

- Nostalgie de l'habitat populaire
- Face aux mythes technocratiques
- Nouveaux récits de l'aménagement : vieux quartiers et politique de la ville
- Rationalisation et romantisation de la ville

Chapitre 4

Urbanités coupables

- Gentrification et invasion
- Habitat et sobriété
- Indignations et renouvellement des normes

Chapitre 5

Du côté des petites villes : retour des îlots insalubres ?

- La catégorisation des centres-bourgs et les projets d'intervention
- Indignité de l'habitat : une représentation de l'espace enclavé
- Le récit d'une révolte contre la grande ville ?

Chapitre 6

De l'épidémie à la pandémie : la ville interdite

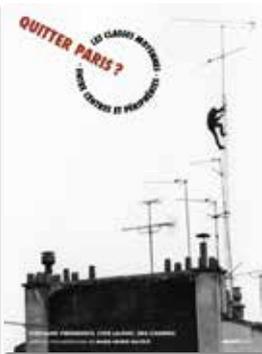
- Nous ne sommes plus hygiénistes
- L'impératif sanitaire restreint l'espace public
- Territoires coupables, nouveaux îlots insalubres
- La ville et l'habitat dans le monde d'après

De la ville malade à la ville décor

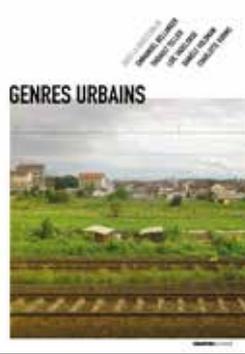
ÉTUDES URBAINES CHEZ CRÉAPHIS (SOCIOLOGIE, HISTOIRE, ANTHROPOLOGIE)



Isabelle Backouche
Paris transformé. Le Marais 1900-1980. De l'îlot insalubre au secteur sauvegardé



Stéphanie Vermeersch, Lydie Launay, Éric Charmes
Quitter Paris? Les classes moyennes entre centres et périphéries



Emmanuel Bellanger, Thibault Tellier, Loïc Vadelorge, Danièle Voldman, Charlotte Vorms (dir.)
Genres urbains. Autour d'Annie Fourcaut



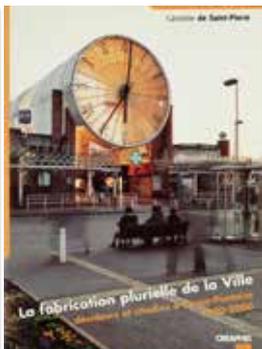
Pauline Frileux
Le bocage pavillonnaire. Une ethnologie de la haie



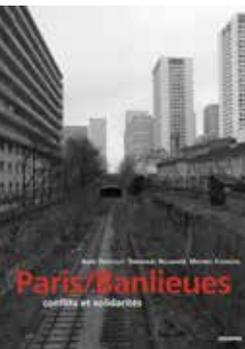
Caroline Rozenholc
Tel-Aviv. Le quartier de Florentine. Un ailleurs dans la ville



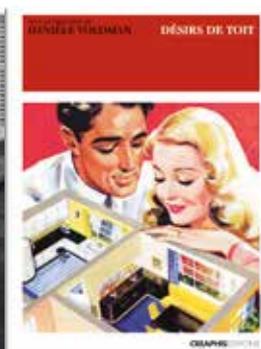
P. F. Roy
Paris Marais 43. Arrondissements 4 & 3 photographiés durant l'Occupation



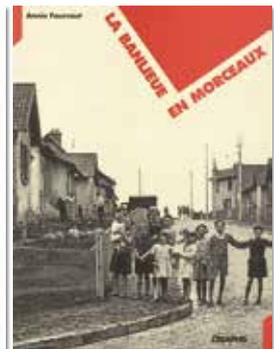
Caroline de Saint-Pierre
La fabrication plurielle de la ville



Annie Fourcaut, Emmanuel Bellanger, Mathieu Flonneau (dir.)
Paris/banlieues. Conflits et solidarités



Danièle Voldman (dir.)
Désirs de toit. Le logement entre désir et contrainte depuis la fin du XIX^e siècle



Annie Fourcaut
La banlieue en morceaux

Roselyne de Villanova, Agnès Deboulet (dir.), *Belleville, quartier populaire?*

Éric Charmes, *La rue, village ou décor? Parcours dans deux rues de Belleville Belleville, Belleville. Visages d'une planète* (collectif)

Céline Barrère et Claire Lévy-Vroelant, *Hôtels meublés à Paris. Enquête sur une mémoire de l'immigration*

Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), *Loges, concierges et gardiens. Paris, Londres, Barcelone, Milan, Oslo*

Michel Pigenet, *Mémoires du travail à Paris. Faubourg des métallos dans le 11^e arrondissement, Austerlitz-Salpêtrière, Renault-Billancourt*

Philippe Bonnin et Margaret Manale, *Habiter Berlin 1900-1920*

Guy Burgel, *Pour la ville*

Loïc Vadelorge, *Retour sur les villes nouvelles. Une histoire urbaine du XX^e siècle*

Charlotte Vorms, *Bâtisseurs de banlieue à Madrid. Le quartier de La Prosperidad (1860-1936)*

Pascal Guillot, *André Morizet. Un maire constructeur dans le Grand Paris (1876-1942)*

Jean-Michel Léger, *Cergy, y grec. Tableaux actuels d'une ville nouvelle*

Annie Fourcaut, *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question (France, XVIII^e-XX^e siècles)*

Alain Faure (dir.), *Les premiers banlieusards (1860-1940)*

Yannick Marec (dir.), *Villes en crise? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII^e-fin XX^e siècles)*

Jardinages en région parisienne (XVII^e-XX^e siècles) (collectif)

Cent ans d'histoire des jardins ouvriers (1896-1996) (collectif)